

lée à tant de mépris de la vérité ? La tactique était plus adroite que droite ; mais elle a réussi quand même, parce que l'opinion anglaise, dans l'ignorance complète où elle est de la langue française, est à la merci complète de journaux qui la travaillent comme bon leur semble.

Ce qu'est aujourd'hui la situation des écoles bilingues de l'Ontario, le voici : dans toute la province, le français est enseigné comme par le passé et la loi injuste est restée lettre morte, malgré le zèle mis par le gouvernement à la faire respecter. A Ottawa, les écoles franco-catholiques n'ont dû leur fonctionnement normal qu'aux sacrifices volontaires des citoyens de langue française ; au dehors d'Ottawa, les écoles récalcitrantes ont perdu les octrois de l'Etat, mais trouvent le moyen d'équilibrer quand même leur budget. Dans la capitale du Canada, à deux pas du parlement où l'on parle tant de liberté, de justice et de " fair play, " les parents, le personnel enseignant, et toute la population française sont obligés de se saigner à blanc pour que les enfants reçoivent les bienfaits d'une éducation conforme à la doctrine catholique et à la constitution du dualisme canadien. Chose révoltante, tandis que la minorité fait de continuel sacrifices pour disputer ses écoles à l'anglicisation brutale, ses taxes scolaires restent improductives entre les mains d'une commission inconstitutionnelle. Le gouvernement veut nous prendre par la famine. Comme la crise économique ne le seconde pas assez vite, il nous vole notre argent pour nous amener à composition. Avec un peu plus de psychologie, il saurait que les tentatives d'intimidation ou les abus d'oppression ne font que stimuler le courage et la résistance des âmes fortes. Il prend du temps à nous connaître !

L'aventure de l'école Guigues était pourtant propre à dessiller les yeux les plus obstinément fermés. Il a suffi d'un simple mouvement d'impatience de quelques mères canadiennes-françaises pour déloger le gouvernement d'une école. On a crié au scandale, on a menacé les révoltés de la prison, on a dit devoir répondre à la violence par la violence. C'était pour la frime. Pour la première fois, le gouvernement a compris que la patience du peuple était à bout et que la colère commençait à monter ; aussi a-t-il jugé prudent de retraiter sans tambours ni trompettes. S'il a la témérité de revenir à la charge, il portera toute la responsabilité de l'émeute qui pourra en résulter. Encore une fois : les Canadiens français sont bien décidés à défendre leurs écoles !

Qu'on les taxe de révoltés, cela ne leur fait ni chaud ni froid. La Patrie canadienne n'a jamais compté de citoyens plus respectueux de l'autorité. Mais si l'obéissance à l'autorité est une vertu quand il s'agit de l'ordre dans la société, elle est une lâcheté lorsqu'il s'agit de consommer une iniquité.